

MAIRIE de LE PRADET
EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du Conseil Municipal
de la Commune de LE PRADET

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
33	33	33

23-DCM-DGS-084

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS & LE 18 DECEMBRE à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, en séance publique, à l'hôtel de ville, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

Date d'envoi de la convocation et de l'affichage : le 11 décembre 2023.

OBJET : **RENOUVELLEMENT DES DROITS D'UTILISATION DES VEHICULES DE SERVICE.**

PRESENTS : Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Jean-François PLANES - Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Jean-Claude VEGA - Agnès BIASUTTO - Magali VINCENT - Christian GARNIER - Jacques PAGANELLI - Patrick ROUAS - Chantal JOVER - Thomas MICHEL - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Emilie ROY - Mylène SORIANO - Armand CABRERA - Bernard PEZERY - Eric JOFFRE - Valérie RIALLAND - Viviane TIAR - Martine CABOT - Denis TENDIL

POUVOIRS : Marine DESIDERI à Isabelle ROGER - Graziella PIRAS à Stéphanie ASCIONE - Martine CLOPIN à Cécile CRISTOL GOMEZ - Pascal CAMPENS à Hervé STASSINOS - Bérénice BONNAL à Jean-Claude VEGA - Serge VENNET à Jean-François PLANES - Marina BIANCHI BRONDINO à Armand CABRERA - Valérie POZZO DI BORGO à Eric JOFFRE.

ABSENT : Néant.

SECRETAIRE de SEANCE : Emilie ROY est désignée secrétaire de séance.

=====

Magali VINCENT donne lecture de l'exposé suivant :

Par la délibération 20-DCM-DGS-106 du 28 septembre 2020, l'assemblée délibérante a adopté le règlement d'utilisation des véhicules de service. Cette dernière fixe la liste des personnes pouvant en bénéficier au regard de leurs contraintes professionnelles.

Même si le contenu du règlement demeure inchangé, la liste des personnes pouvant utiliser les véhicules et dont les missions nécessitent une autorisation de remise à domicile doit être renouvelée chaque année.

Tout agent municipal, titulaire ou contractuel, détenant un permis de conduire valide et adapté au véhicule usité, peut utiliser les engins municipaux nécessaires à l'exercice de ses missions.

Les emplois ou fonctions ouvrant droit au remisage à domicile pour obligations de service et pour intervention rapide due à la fonction sont les suivants :

- Monsieur Le Maire
- Madame la Directrice générale des services
- Madame la Directrice de cabinet
- Monsieur le Directeur des services techniques
- Monsieur le Responsable du centre technique municipal ou son adjoint sur leur temps d'astreinte
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale
- Les agents pour leurs seules périodes d'astreinte.

A noter : les agents qui utiliseraient un véhicule pour se rendre à une réunion hors de la commune ne sont pas contraints de ramener le véhicule de service utilisé ce jour-là si la fin de la réunion coïncide avec la fin de la journée et si le domicile de l'agent est plus proche du lieu de réunion que la Mairie.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de renouveler pour les mêmes emplois et fonctions, et dans les mêmes conditions l'autorisation délivrée en 2020, et chaque année depuis cette date.

L'exposé mis aux voix est adopté à la MAJORITE.

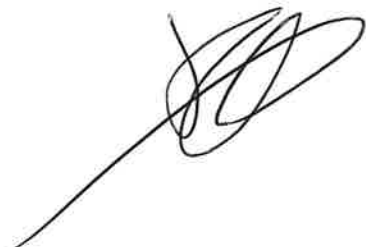
24 voix POUR

5 voix CONTRE (Bernard PEZERY, Eric JOFFRE, Valérie POZZO DI BORGIO, Marina BIANCHI BRONDINO, Armand CABRERA).

4 ABSTENTIONS (Denis TENDIL, Martine CABOT, Viviane TIAR, Valérie RIALLAND).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Le Secrétaire de séance
Emilie ROY



Le Maire,
Hervé STASSINOS



CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.